

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): a) Cet article a été écrit à partir d'extraits d'un discours préparé par le président du Conseil privé et prononcé par celui-ci à la Chambre des communes, le 9 octobre 1974. Les documents qui ont servi à la rédaction de l'article ont été mis à la disposition du Bureau national du Parti libéral du Canada, qui s'est chargé de la mise au point et de l'expédition du texte. b) Le Ministre a été secondé, dans la mise au point des documents, par M. Jon Church, de son cabinet. Quant aux autres personnes faisant partie du Bureau national du Parti libéral du Canada qui ont participé d'une façon ou d'une autre à la diffusion de cet article, on ignore qui elles sont. c) On ne le sait pas. d) L'article n'a pas été distribué aux journaux par le cabinet du Ministre, à l'exception d'un petit nombre d'exemplaires qui ont été remis à des journalistes de la tribune parlementaire.

LE CONSEIL CONSULTATIF DES RELATIONS OUVRIÈRES-PATRONALES

Question n° 1010—M. Herbert:

Existe-t-il au ministère du Travail un conseil consultatif des relations ouvrières-patronales qui étudie les moyens d'améliorer les négociations ouvrières-patronales et, dans l'affirmative, quels progrès a-t-on accomplis jusqu'ici?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Non, le ministère du Travail n'a pas de Conseil consultatif des relations ouvrières-patronales. Toutefois, comme je l'ai mentionné plus d'une fois, nous sommes à étudier la possibilité d'établir un organisme de ce genre.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LES FONCTIONNAIRES DANS LES PROVINCES MARITIMES

Question n° 71—M. McGrath:

1. Combien de fonctionnaires travaillent a) à Terre-Neuve, b) en Nouvelle-Écosse, c) à l'Île-du-Prince-Édouard, d) au Nouveau-Brunswick?

2. Combien d'employés compte la division des services de la marine du ministère des Transports à a) St. John's, b) Halifax, c) Charlottetown, d) Saint-Jean?

3. a) Combien de bureaux régionaux compte le ministère des Transports, b) dans quelles villes sont-ils situés, c) quel bureau régional comprend Terre-Neuve?

4. Combien de ministères possèdent des bureaux à Terre-Neuve?

5. Combien de ministères ou de services situés à Terre-Neuve dépendent encore directement d'Ottawa?

6. a) Pourquoi le bureau de la Commission de la Fonction publique de St. John's a-t-il été fermé, b) quel bureau s'occupe donc de Terre-Neuve?

7. a) Combien de sociétés de la Couronne ont des bureaux à (i) Terre-Neuve (ii) Halifax, b) de quelles sociétés s'agit-il?

(Le document est déposé.)

LES MISES DE FONDS DE L'ÉTAT DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Question n° 81—M. Fortin:

1. Le 31 décembre 1973, quelle était la mise de fonds de l'État pour chaque société de la Couronne dite propriétaire, a) sous forme de capital-actions, b) sous forme de prêts à long terme, c) sous forme de prêts à moyen terme, d) sous forme de prêts à court terme?

2. Quel est le taux d'intérêt pour chaque catégorie de prêts?

3. Au cours des trois dernières années, le gouvernement a-t-il consenti des prêts en vertu de l'article 82 de la Loi sur l'administration

Questions au Feuilleton

financière et, a) dans l'affirmative, à qui, b) pour combien de temps, c) à quel taux d'intérêt?

(Le document est déposé.)

L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE—LES DEMANDES D'AIDE

Question n° 85—M. Marshall:

Combien de demandes l'Office des prix des produits de la Pêche a-t-il reçues depuis le 30 juillet 1974 dans le cadre a) de l'aide à la construction d'installations frigorifiques, b) du financement des stocks et quels sont, dans chaque cas, l'auteur de la demande et le montant de la somme demandée?

(Le document est déposé.)

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT AU CONSEIL CANADIEN DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Question n° 95—M. Allard:

Le gouvernement subventionne-t-il le Conseil canadien de la sécurité routière et, dans l'affirmative, a) depuis combien d'années, b) par l'entremise de quel ministère, c) quels montants ont été accordés en 1971, 1972 et 1973, d) le gouvernement a-t-il versé une somme d'argent comme capital de base au moment de la création du Conseil ou à un stage ultérieur de son développement?

(Le document est déposé.)

LA TENEUR EN MERCURE DES POISSONS DU LAC ST. CLAIR

Question n° 202—M. Holmes:

1. a) Quelles espèces de poisson du lac St. Clair ont subi les tests du mercure (i) avant 1970 (ii) chaque année, de 1970 à 1974, b) qu'ont révélé les tests?

2. a) Quelles espèces de poisson du bassin des Grands lacs, à part le lac St. Clair, ont fait l'objet de ces tests (i) avant 1970 (ii) chaque année, de 1970 à 1974, b) de quels cours d'eau s'agissait-il et quels étaient les espèces de poisson échantillonnées, les taux de mercure et les dates d'échantillonnage?

3. De 1970 à 1974, quel taux de mercure contenaient les espèces suivantes du lac St. Clair: a) le chabot, b) la carpe, c) la barbotte, d) le malachigan, e) le brochet, f) le crapet de roche, g) le doré noir, h) l'esturgeon, i) le catostome, j) le crapet-soleil, k) l'achigan blanc, l) la perchaude, m) le doré commun, n) la roussette?

4. a) Combien de pêcheurs commerciaux du lac St. Clair et de membres de leurs familles ont subi les tests d'intoxication au mercure, b) qu'ont révélé les prises de sang et les échantillons de cheveux, c) les résultats de ces tests ont-ils été communiqués aux familles en cause ou aux autorités compétentes de la localité?

5. a) Quel taux de mercure contenu dans le poisson constitue un danger pour la santé, b) combien de cas d'intoxication au mercure causée par l'ingestion de poissons pêchés dans les Grands lacs ont été déclarés?

6. a) Quelles enquêtes sont effectuées à l'heure actuelle pour étudier les possibilités de reprendre la pêche commerciale dans le lac St. Clair, b) ces études sont-elles terminées et, (i) dans la négative, quand le seront-elles (ii) dans l'affirmative, que concluent-elles et quand seront-elles publiées?

7. L'Association des pêcheurs du lac St. Clair a-t-elle été informée des conclusions de ces études et, dans la négative, pourquoi?

8. Quel genre de relation s'est établi entre le gouvernement et l'Association des pêcheurs commerciaux du lac St. Clair à la suite de l'interdiction imposée par la Direction générale de la protection de la santé en 1970?

9. Une indemnisation a-t-elle été accordée par le gouvernement aux pêcheurs commerciaux du lac St. Clair de 1970 à 1974 inclusivement et, dans l'affirmative, à combien s'élevait-elle?